



*Être humain !*



Timeline :

L'évolution des dispositifs  
publics

13 avril 1850	Loi sur l'assainissement des logements insalubres
1889	Loi sur les HBM (Habitations Bon Marché)
Loi Siegfried du 30 novembre 1894	Industrialisation des constructions de logement pour lutter contre l'exode rural
1950	Eugène Claudius Petit, ministre de la reconstruction et de l'urbanisme met en place le Plan national d'aménagement du territoire
21 juillet 1950	Création des HLM (Habitations à Loyer Modéré)
Loi du 10 juillet 1953	Loi qui oblige les entreprises à verser 1% de leur masse salariale pour alimenter un fond de reconstruction de logement. Cette loi marque le début de la production des habitats en série
1 <sup>er</sup> février 1954	Appel de l'abbé Pierre suite au décès d'une femme dans les rues de Paris. Electrochoc qui permet la construction de 12000 logements d'urgence

1958	Création des ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité) Le préfet obtient les prérogatives de l'état pour faire les travaux et peut exproprier des terrains pour construire
Début des années 60	Apparition de bidonville en région parisienne et notamment à Nanterre. L'arrivée des rapatriés de la guerre d'Algérie accentue cette tendance.
1966	On dénombre 255 bidonvilles dont la moitié en région parisienne, accueillant 50 000 personnes
1973	Pic de construction avec 556 000 unités construites, dont 64% encore aidés par l'état
1974	Choc pétrolier et tournant dans l'histoire du logement. Ralentissement des dépenses publiques et recours à l'épargne privée
1977	Création des APL (Aides Personnalisées au Logement)

1982	Loi de décentralisation : les communes sont responsables de la planification urbaine et du logement social
Juin 1990	Généralisation des plans départementaux d'actions pour le logement des personnes défavorisées et des fonds de solidarités logement
Novembre 1993	Création du Samu social à Paris
13 décembre 2000	Loi SRU (Solidarité Renouvellement Urbain) Favorise la mixité urbaine. Article 55 qui oblige les communes de plus de 1500 habitants en Îles de France et 3500 dans les autres régions de disposer au moins de 20% de logements sociaux.
5 décembre 2002	Haut comité pour le logement : vers un droit au logement opposable
Décembre 2006	Mobilisation des enfants de Don Quichotte. Jacques Chirac pour un Droit Au Logement Opposable

5 mars 2007

Loi DALO (Droit Au Logement Opposable)

1 décembre 2008

Les personnes ciblées par la loi DALO peuvent déposer un recours au tribunal administratif contre l'état

18 janvier 2013

Loi SRU renforcée : 25% logements sociaux

26 mars 2014

Loi Duflot : 10 mesures dont l'encadrement des loyers



13 avril 1850



1889



# Loi Siegfried du 30 novembre 1894





1950



21 juillet 1950



1974



1977



1973



1966



# Début des années 60



1958





1<sup>er</sup> février 1954



# Loi du 10 juillet 1953



1982



Jun 1990



Novembre 1993



13 décembre 2000



5 décembre 2002



Décembre 2006





5 mars 2007



1 décembre 2008



18 janvier 2013



26 mars 2014



# Loi sur l'assainissement des logements insalubres



# Loi sur les HBM (Habitations Bon Marché)



# Industrialisation des constructions de logement pour lutter contre l'exode rural



Eugène Claudius Petit,  
ministre de la reconstruction  
et de l'urbanisme met en  
place le Plan national  
d'aménagement du territoire





# Création des HLM

## Habitations à Loyer Modéré



Loi qui oblige les entreprises à verser 1% de leur masse salariale pour alimenter un fond de reconstruction de logement. Cette loi marque le début de la production des habitats en série



Appel de l'abbé Pierre suite au décès d'une femme dans les rues de Paris. Electrochoc qui permet la construction de 12000 logements d'urgence



Création des ZUP (Zone à  
Urbaniser en Priorité) Le préfet  
obtient les prérogatives de l'état  
pour faire les travaux et peut  
exproprier des terrains pour  
construire



Apparition de bidonville en région  
parisienne et notamment à  
Nanterre. L'arrivée des rapatriés de  
la guerre d'Algérie accentue cette  
tendance



On dénombre 255 bidonvilles  
dont la moitié en région  
parisienne, accueillant 50 000  
personnes



Pic de construction avec  
556 000 unités construites,  
dont 64% encore aidés par  
l'état



# Choc pétrolier et tournant dans l'histoire du logement.





# Ralentissement des dépenses publiques et recours à l'épargne privée



# Création des APL (Aides Personnalisées au Logement)



Loi de décentralisation : les communes sont responsables de la planification urbaine et du logement social



# Généralisation des plans départementaux d'actions pour le logement des personnes défavorisées et des fonds de solidarités logement



# Création du Samu social à Paris



Loi SRU (Solidarité Renouvellement Urbain) Favorise la mixité urbaine.  
Article 55 qui oblige les communes de plus de 1500 habitants en Îles de France et 3500 dans les autres régions de disposer au moins de 20% de logements sociaux.



# Haut comité pour le logement : vers un droit au logement opposable



Mobilisation des enfants de  
Don Quichotte. Jacques Chirac  
pour un Droit Au Logement  
Opposable





# Loi DALO (Droit Au Logement Opposable)



Les personnes ciblées par la loi  
DALO peuvent déposer un  
recours au tribunal  
administratif contre l'état



Loi SRU renforcée : 25%  
logements sociaux



# Loi Duflot : 10 mesures dont l'encadrement des loyers